

Luc Martinaggi

PREUVES DE NOBLESSE EN CATALOGNE

AUX XVII^e ET XVIII^e SIECLES

Les Archives privées ou départementales des Pyrénées Orientales (ADPO) se révèlent avares de documents relatifs à l'Etat de noblesse de bien des familles : les lettres de noblesse sont rarissimes alors que les inscriptions des privilèges de noblesse sur les registres de La Procuration Royale (Chambre du Domaine) sont plus fréquentes, en raison des avantages afférents à l'Etat de Noblesse (notamment fiscaux qui, par contre, entraînent une réduction des rentrées pour le Trésor Royal). A L'origine, les familles nobles (stricto sensu) du « Bras Militar » ou Second Ordre concernées ont certes détenu les preuves incontestables de leur extraction (lettres de noblesse), cependant, lorsqu'on leur a fait obligation de les produire (Déclaration Royale de 1714), cela leur a souvent été impossible en raison des vicissitudes des temps de guerre ou autres aléas de l'histoire particulièrement mouvementée de la province. En l'occurrence, d'autres éléments, acceptés par l'autorité régaliennne, pouvaient être avancés par les familles comme preuves de leur appartenance au Second Ordre, afin d'y être maintenues.

Ainsi, dans un rare mémoire des ADPO, une famille apporte, en vue de satisfaire à ces obligations, les preuves admises par le « Roi Très Catholique » des Espagnes et ses tribunaux.

Nous envisagerons les documents royaux irréfutables liés à l'attribution de la noblesse:

. Lettre de noblesse (archives privées : famille Nohé de Vives).

. Enregistrements des privilèges de noblesse par la Procuration Royale (Chambre du Domaine) (1 B 401 ADPO).

Puis, la demande royale de la preuve de noblesse :

- Déclaration du Roy qui explique ses intentions au sujet de la recherche des faux nobles. Donnée à Versailles le 16 janvier 1714.

(2 B 11 Conseil Supérieur de Roussillon à Perpignan ADPO)

Enfin le mémoire des ADPO de la famille Solanell:

- Notas geneologicas sobre la familia de Dona Josepha Francesca de Beaulieu y Bru filla del Excelentissim Miquel Camus de Beaulieu y de Maria Theresa Bru y de Tord, laqual dita Dona Josepha Francesca de Beaulieu casà ab Don Francesco de Calvo y Bassedas Comte de Formigueras, del qual matrimoni nasqué Dona Francesca de Calvo y de Beaulieu als 18 maig 1710 que fou batejada en Perpinyà en la iglesia parroquial de Saint Matheu : (1 E 837 ADPO)
Document Famille Solanell non daté : après 1726.

En conclusion nous signalerons certaines particularités de la société catalane.

- Personne considérée de fait comme noble par l'administration royale, alors qu'elle n'appartient pas réellement au « Bras Militar » mais jouit de certains privilèges des « Militars »: le « Pages ».
- Situation juridique de la « Burgesia Nobla » des villes catalanes avec Constitution (Perpignan 1197, et modifications ultérieures) qui n'appartient pas non plus au « Bras Militar ».

Documents irréfutables de l'administration royale liés à l'attribution de la noblesse :

+ Lettre de noblesse

Très beau document sur vélin (forma A4) établi par la chancellerie du Roi des Espagnes Philippe IV en 1655, présentant sur une page d'admirables armoiries en couleur.

« Privilegio militar en persona de Abdon Torrent natural del Condado de Rossellon »

Archives privées : famille Nohé de Vives (voir article : Subtilité de l'honorabilité sociale en Catalogne)

+ Enregistrement des privilèges de noblesse par l'administration royale :

- « Privilegi de noblesa de Senior Don Anton Riu y Coronat d'un lloch dit del Callar en Tarragona »

1647 (page 23 1 B 401 ADPO)

- « Privilege pour le Sieur Anthoine Pi : Privilegi de Noble en persona del Senyor Anthon Pi Burges de Perpinya natural de Ribesaltes. Datum Lutetie Parisiorum die secunda mensis may anno a nativitate Domini millesimo sexcentesimo quinquagesimo septimo. »

1657 (page 44 1 B 401 ADPO)

- « Privilegium nobilitatis in personnam dompni Joannis Palayrach in oppido Perpiniani populati. Datum Lutetie Parisiorum die secunda mensis may anno nativitate Domini millesimo sexcentesimo quinquagesimo septimo. »

Privilège orné des armoiries en grisaille des Palayrach.

1657 (page 62 1 B 401 ADPO) (voir documents en note)

- Cas très intéressant, comprenant d'une part le privilège de noblesse de Jaume de Boquet donné par le Roi d'Espagne Philippe III en 1599 puis confirmation du privilège de noblesse d'Angel de Boquet fils du dit Jaume.

. « Privilegi militar en persona de Jaume de Boquet de Perpinya »

« ...ex descentibus Joannis Michaelis de Boquet et de Babau ville Castilionis Empuriarum...

Dato villa Denie die tertia mensis septembris anno a nativitate Domini millesimo quingentesimo nonagesimo nono. Regnorum que nostrum anno secundo. Yo El Rey

Nos Philippus Dei gratia Rex Castelle Aragonum. »

1599 (page 206-207 1 B 401 ADPO)

- . « Confirmatio de Privilegi militar per Angel de Boquet »

« ...dictum Angelum de Boquet die presenti privilegium confirmatum concessum Patri tuo Jacobo de Boquet a Philippo tertio Hispanorum Rege.

Datum Perpiniani die vigesima nona mensis septembris anno a nativitate Domini millesimo sexcentesimo quinquagesimo quarto. »

1654 (page 207 1 B 401 ADPO)

- « Privilegi de militar en persona de Esteve Ruibanys de Illa.

Mense julio anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo quinto »

1675 (page 254 1 B 401 ADPO)

Demande royale de la preuve de noblesse :

« Déclaration du Roi Qui explique ses intentions au sujet de la recherche des faux Nobles. (2 B 11 ADPO)

Donnée à Versailles le 16 janvier 1714 »

« Déclaration concernant la recherche de la Noblesse »

« Conseil supérieur du Roussillon à Perpignan »

« Louis par la Grace de Dieu Roy de France et de Navarre, a tous qui ces présentes lettres verront Salut. L'utilité des Nobiliers ou catalogues des Nobles dont l'établissement nous a esté demandé et aux Royaumes prédécesseurs par le corps même de la Noblesse, nous a obligé de commencer pour faire faire la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse qui déshonorent ce corps et sont à charge à nos autres sujets pour y parvenir. Nous avons par nos déclarations des quinze mars mil six cent cinquante cinq, trente décembre mil six cent cinquante six, huit février mil six cent soixante un et deux juin mil six cent soixante quatre ordonné la recherche générale des Usurpateurs, et avons ordonné que ceux qui se prétendent Nobles seront tenus d'en rapporter la preuve depuis et compris l'année mil cinq cent soixante. Et par nôtre arrêt de règlement du vingt deux mars mil six cent soixante six : nous avons jugé à propos de faire faire cette recherche par les Sieurs Intendants et commissaires de partir dans les provinces en première instance, et sur l'appel par les Sieurs commissaires généraux de notre Conseil, et nous avons ordonné entre autres choses par l'article dix sept qu'à la fin de la dite recherche il serait fait un catalogue contenant les noms, surnoms, qualitéz, armes, et ? des Véritables gentilshommes qui auraient esté maintenus, en exécution de quoy cette recherche a esté lors commencée jusque en mil six cent soixante douze quelle a esté sursise, à cause des guerres que nous avons vues et soutenues, mais la continuation de cette recherche ayant esté par nous ordonnée par nôtre déclaration du quatre septembre mil six cent quatre vingt seize et autres rendues en conséquence, le travail en a esté si heureux qu'il reste peu d'affaires à décider, or comme il est nécessaire de la terminer avant que de faire faire les catalogues publics, que d'ailleurs le temps des preuves fixé à l'année mil cinq cent soixante : par nos déclarations de mil six cent cinquante cinq, mil six cent cinquante six, mil six cent soixante un et mil six cent soixante quatre et par le règlement du vingt deux mars mil six cent soixante six a esté sursis jusqu'à présent, de sorte que l'interruption de cette recherche les particuliers qui sont

présentement assignéz se trouvent réduits à la nécessité de rapporter des preuves de plus de cent cinquante années, il nous paraist juste et nécessaire de limiter à cent années complètes le temps des preuves de ceux qui restent à juger. A Ces Causes et autres a ce nous mouvant de nôtre certaine service pleine puissance et autorité Royale, Nous avons par ces présentes signons de nôtre main, dit et déclaré, disons et déclarons, Voulons et nous plait ce qui suit. La presente recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse sera incessamment terminée et au plus tard dans le courant de l'année mil sept cent quatorze ou mil sept cent quinze, par les Sieurs Intendants et commissaires de partir dans les provinces ou par les Sieurs commissaires generaux par nous à ce destinez, ce faisant tous ceux qui se prétendent Nobles ne seront tenus de prouver leur possession de Noblesse que pendant cent années complètes à compter du jour de l'Enregistrement par nôtre prescrite déclaration aux greffes des cours des aydes à l'Egard de ceux dont les instances sont actuellement judicisés et pour celles qui ne sont point encore commencées. Et afin de terminer promptement la dite recherche Nous ordonnons que dans trois mois du jour de l'Enregistrement de la présente, tous ceux qui prétendent avoir la Noblesse dont les instances sont encore judicisées seront tenus de les faire juger dans lequel délai tous ceux qui n'ont point encore de recherches seront assignez, ou seront tenus de remettre à l'échéance pour l'assignation leurs titres entre les meins des Sieurs Intendants ou commissaires de partir, ou pardevant les Sieurs commissaires généraux pour les domiciliez dans la Ville et Election de Paris pour estre par eux fait droit ainsy qu'il appartiendra suivant les Règlements faits pour la dite recherche faute de quoy faite seront condamnez comme Usurpateur et imposez aux Rolles des tailles. La surséance accordée par l'arrest de nôtre Conseil du quinze may mil sept cent irait à ceux qui servent dans nos armées de terre, ou de mer, sera excusée pendant la guerre seulement en raportant un Certificat de service de celui de nos secrétaires d'Estat dans le département duquel il aura servi, mais six mois après la paix ils seront assignez pour représenter leurs titres pardevant les Sieurs Intendants et commissaires de partir, ou par devant les Sieurs commissaires généraux pour leur estre fait droit ainsy qu'il appartiendra, faute de quoy seront condamnez comme Usurpateurs et imposez aux tailles. Si donnons en mandement à nos amis et feaux les gens tenant nôtre Conseil Supérieur de Roussillon à Perpignan que ces presentes i les ayant à faire lire, publier, et Registrer, Et le contenu des Icelles garder Et Exécuter selon sa forme et teneur, Nonobstant tout Edit, Déclarations, et autres choses à ce contraire et ausquelles nous auront dérogé Et dérogeons par ces présentes, Car tel est Nostre plaisir En témoin de quoi nous avons fait mettre Nôtre Seol à ces dittes présentes, Donné à Versailles le Seizieme jour de Janvier L'an de grace Mil Sept cent quatorze et de Nostre Regne Le soixante unzieme. Par le Roy »

« De la liasse 24, Des Edits, et Déclarations du Roy, et arrêts du Conseil d'Estat. »

Mémoire des ADPO

« Notas genealogicas sobre la familia de Dona Josepha Francesca de Beaulieu y Bru filla del Excelentissim Miquel Camus de Beaulieu y de Maria Theresa Bru y de Tord, la qual dita Dona Josepha Francesca Camus de Beaulieu casà ab Don Francisco de Calvo y Bassedas Comte de Formigueras, del qual matrimoni nasqué Dona Francesca de Calvo y de Beaulieu als 18 maig 1710 que fou batejada en Perpinyà en la iglesia parroquial de Sant Matheu. » (1 E 837 ADPO)

« Pera que lo excelentissim Don Germà Miquel Camus de Beaulieu puga provar facilment la noblesa de la excelentissima Dona Maria Bru y de Tord Alzina y de Solanell ; fa saber : esse en Cataluna entre altres provas de Nobleza, quand per raho de la antiquitat hom no pot mostrar lo privilegi, aquestas dos cosas y cada huna de aquellas se diu Prova Real y es sempre admesa per lo Senyor Rey y sos tribunals supremos, quand algù es admes en la Casa de la Deputatio de est Principat per la Sort de Deputat o de Auditor per lo Bràs Militar, o be assisty y firmà en las Corts Reals Generals en lo Principat fetes, o be quand prova que ell baixa per linea dreta de algù que assisty en las ditas Corts, o que admes a la Sort de Deputat o de Ohidor per lo Bràs Militar. La raho es perque antes de ser admes, hà de provar sa Nobleza.

Esso supposat, pera que jo puga donar succintament alguna noticia de la familia de Solanell per conseguir facilment lo intent que se desitja ; dich que :

Jaume Joan de Solanell cavaller Donzell de la villa de Ribas en lo contàt de Cerdanya, casà ab Lucrecia Descallar filla de Francisco Descallar, de laqual noble familia Descallar hi ha actualment quatre familias masculinas: de la primera es don Narcis Descallar Marques de Besora, de la segona, es Don Lluís Alemany Descallar conseller del Rey y Thresorer General de Catalunya, de la tercera, es don Pedro Desbach Cartella y Descallar, de la quarta, es Francisco Descallar de la Pobla de Lillet, y una quinta familia hà començat lo illustre Don Joan Descallar Llochtinent de Balle General de Catalunya, o Sargent General de Batalla germà del dit Marques de Besora.

Lo dit Jaume Joan de Solanell als 7 octubre 1560 per mort de Pere Joan de Foix de la vila de Bagà, fou insiculat per lo Bras Militar y per la vegueria de Cerdanya a la sort de ohidor del Principat de Cataluna, de que jo tinch en mon poder una fée authentica y sellada per lo Secretari Major de la Casa de la Deputacio, de la qual si menester es, embiharé Transumpto y jà des del any 1547. Havia assistit en las Corts Generals de la provincia, com costa en los llibres de las Corts.

Dels dits Jaume Joan de Solanell y Lucrecia Descallar nasqueren Pere, Joan, Jaume y Elena.

Jaume fou anys veguer de Gerona, y se pot provar facilment en la curia de la dita vegueria cerca del any 1600 y en ençà y se prova ab una concordia feta entre ell y Pere son germà major sobre un llegat de dos mil lliuras Barcelonesas al dit Jaume fet per la dita Lucrecia de

Solanell y Descallar llur mare. La dita concordia es del 12 octubre 1608 en poder de Jaume Pastor de la vila de Ribas y mory lo dit Jaume sens fills.

Elena, filla del dit Jaume Joan y de Lucrecia casà ab Don Gaspar de Montpalau consta de la Apocha Dotal feta per Don Gaspar a favor del dit Pere son cunyat a 4 octubre 1593 en poder de J Llobera notari de Argelaguer, y de altre consemblant complement de la dot en poder de Francisco Camps notari de la vila de Ribas y del dit Don Gaspar y Elena nasqué entre altres Don Francisco Montpalau y de Solanell Abat de Sant miquel de Cuxà ben conegut en Rossello y en França.

Pere de Solanell y Descallar fill major del dit Jaume Joan y de Lucrecia tingué una gran familia perquè casà primerament ab Dona Anna de Llupià filla de Don Joan de Llupià de la antiquissima y nobla familia de Llupià de Toy, de la qual tingué, Pere, Lucrecia y Francisca. Pere mort sens fills. Lucrecia casà primerament ab Don Bernardino Junyent y segonament ab Don Francisco Cartellà de las noblas y antiquissimas familias de Junyent y Cartellà. Francisca casà ab Hugo de Montaner jutge de la Real Audiencia de Catalunya y de ells nasqué Don Pedro de Montaner y de Solanell Conseller del Rey y Thresorer General de Catalunya, del qual fou fill Don Balthazar de Montaner y Zacosta Abat de Sant Cugat del valles y la dita Francisca era estada Monja del Convent de Junqueras a Barcelona del ordre y milicia de Sant Jauma de la Espasa.

Lo dit Pere de Solanell y Descallar als 15 maitg 1619 per mort de Accaci de Codol fou insiculat a la sort de Deputat per lo Bras Militar, y de això tinch jo una authentica fée així com la altre de son pare, de la qual si menester es, embiharé un transumpto. Assistí moltes vegades en las Corts Generals y en las ultimas del any 1599. En lo any 1622 se casà en segonas nuptias ab Clemencia de Foix de Bagà filla de Clement de Foix noble branca provenint dels Comtes de Foix de França ; y de la dita Clemencia tingué Julià, Clement, Francisco, Anton, Stephania, Anna Clemencia y Raphela.

Clement que ara te 70 anys es Monjo y paborde de Aja, y actualment Deputat Ecclesiastich de Catalunya. Francisco mory sent Monjo y obrer del mateix Real Monestir de Ripoll. Anton mory sens fills pero havia casat ab Dona Theresa de Copons germana de Don Phelip de Copons Conseller en lo Consell Soberà de Rossello.

Julia de Solanell y de Foix fill primogenit de dit Pere y Clemencia casà ab Theresa Montellà y Jouer. Fou igualment insiculat per lo Bras Militar en la Casa de la Deputacio. Tingué vuyt fills, ço es, Julia Clement primogenit, Anton, Francisco, Clement, Clemencia, Eugenia, Marianna y Maria Theresa.

Don Julia Clement de Solanell y Montellà primogenit de dit Julià y Theresa, es casat actualment ab Dona Francisca de Foix ultima heretera y descendent de la dita nobilissima y antiquissima familia de Foix de Bagà, y actualment té sis fills, y es en estat de tenir molts altres y es insiculat per lo Bras Militar a la sort de ohidor de Catalunya.

Anton de Solanell y Montellà es Monjo Sacristar Thresorer y Coadjutor de la pabordia de Aja del Monestir de Ripoll. Francisco tertio genit que escriu esso, es paborde de la Collegiata de la Pobla de Lillet y de las iglesias de Osseja y de Vallcebollera en Cerdanya. Clement cuarto genit es Capità de infanteria y es casat ab Theresa de Senespleda y Viladomar ultima

heretara y descendent de la antiquissima y nobilissima familia de Senespleda de Berga antes de la vila de Illa y del Soler en Rossello, y antes de Cuyos. Clemencia es viuda de Don Sebastia Duran y Descallar cavaller del ordre de Sant Jaume de la Espasa, Governador y Capità General de la isla de Minorca. Eugenia es ara muller de Don Lluís Alemany descallar del Consell Real y Thresorer general de catalunya del qual té deu fills. Marianna mory Monja Bernarda del Real Monestir de Vallbona. Maria Theresa es tambe Monja Bernarda del Real Monestir de Valldonzelles de Barcelona.

Joan de Solanell y Descallar fill segon de Jaume Joan y de Lucrecia fou per lo Rey Catholich Veguer del Comtat de Conflent durant molts anys. Tament que en la vila de Vilafranca de Conflent casà ab Marianna Reverter, crech que fou envers l'any 1596 perquè als 3 de dezembre 1596 lo dit Pere de Solanell y Descallar per pagar al dit Joan son germà la legitima de dos mil lliuras al dit Joan pertanyent en la heretat de Jaume Joan y de Lucrecia llurs pares, li consigna un censal de consemblant quantitat que al dit Pere pagava Don Joan de Llupià per la dot de Dona Anna sa germana muller del dit Pere ; ab acte en poder de Pere Torrent notari de Vilafranca de Conflent al dit dia 3 dezembre 1596.

Del dit Joan de Solanell y Descallar y de Maria Reverter nasqué una filla única anomenada Engracia laqual casà ab Don Anton de Tord y del dit Don Anton son marit tingué Don Magi, Dona Raymonda y Dona Geronima.

Don Magi de Tord y Solanell, de Dona Joana Pi sa muller tingué Don Francisco de Tord y Pi, Don Bernad Tord, Don Miquel, Don Lluís, Dona Engracia, Dona Joana, Dona Maria Theresa, Dona Raymonda y altres.

Don Francisco de Tord y Pi fou colonel de un Regiment de Dragons de la provincia de Rossello, y cavaller del ordre Militar de Sant Lluís. Casà ab Dona Theresa de Calvo, de la qual tingué Don Joseph, Don Francisco, Don Anton, Don Felicissim, Don Salvador y Dona Maria.

Don Joseph de Tord y Calvo fou Capità en lo regiment Royal infanteria, y casà ab Dona Maria de Calvo y Maduixer filla única de Don Francisco de Calvo conseller en lo Consell Soberà de Rossello y Advocat General en lo dit Consell, y de Dona Mancia de Maduixer, del qual matrimoni hi ha dos fills.

Don Francisco de Tord y de Calvo es cavaller del Habit de Sant Joan de Malta.

Don Anton de Tord y de Calvo, es sacerdot y Ardiaca Major de la Seu d' Elna.

Don Felicissim y Don Salvador de Tord y de Calvo, han mors sens haver estats casats.

Dona Maria de Tord y de Calvo es casada ab Don Francisco de Oms y de Bearn y tenen molts fills y fillas.

Don Bernad Tord y Pi, fill segon de dit Don Magi Tord y de Dona Juana Pi fou Capità en lo Regiment Royal Rossello infanteria y despres Tinent Colonel de Dragons, y casà ab Dona J Esprez y no hi ha fills.

Don Miquel Tord y Pi mory sens haver casat.

Don Lluís Tord y Pi, fou Tinent del Regiment Royal infanteria.

Dona Engracia, Dona Juana y Dona Maria Theresa tord y Pi son canongessas de Sant Agusti en lo Monestir de Sant Savador de Perpinyà.

Dona raymonda tord y Pi, casà ab Don Llorens Bou y Matheu de laqual quedan tres fills y una filla.

A mes de estos fills y fillas que tingué lo dit Don Magi de Tord y Dona Juana Pi tingueren una altra filla que casà ab Don Domingo Esprez y de Copons del qual matrimoni hi ha un fill anomenat Francisco Esprez y de tord, lo qual es casat ab Dona J montal y Campredon y tenen fills.

Dona Raymonda de Tord y Solanell fou casada ab Don Anton y Pi.

Dona Geronima de Tord y Solanell casà ab Joseph Brù y Alzina + de la vila de Berga. Llurs fills foren:

Melchior Brù y de Tord casà ab Eleonor Descallar de la Pobla de Lillet.

Don Fra Francisco brù y de Tord Monjo de Sant Miquel de Cuxà y paborde de Cerdanya.

Don Fra J Brù y de Tord Prior del Monestir de Sant Pere de Gallicans de Girona.

Maria Theresa Brù y de Tord laqual casà ab lo Excelentissim Don Germà Miquel Camus de Beaulieu

Y Dona Marianna Brù y de Tord laqual casà primerament ab Don Joan Riu ; y segonament ab J Esprez y no deixà fills.

Ab los capitols matrimonials de la dita Dona Geronima ab Joseph Brù (los quals seràn en poder de Melchior Brù) se provarà que la dita Geronima era filla d'Engracia de Solanell : Ab los capitols matrimonials de la dita Engracia ab Don Anton de Tord (los quals seran en poder de Don Francisco de Tord de Perpinyà) se provarà que la dita Engracia fou filla de Joan de Solanell : que Joan de Solanell y Descallar fou fill de Jaume Joan de Solanell de Ribas, se provarà ab los capitols matrimonials del dit Joan ab Marianna Reverter o be ab lo testament del dit Joan que seràn en la casa de Don Francisco de Tord de Perpinya loqual té llur heretat y bens o be se provarà ab la consignacio a ell feta per Pere son germà als 3 dezembre 1596 a Vilafranca o bé ab lo testament de Jaume Joan son pare loqual es en poder de Julià Clement mon germà. De la noblesa del dit Jaume Joan de Solanell de Ribas tanim una fée authentica De la Casa de la Deputacio de laqual, si menester embiharé un Transumpto.

+ Ripoll (en lo principi dell libre intitulat : prodigios y finzas de los Angeles compost per Pere Serra, y estampat en casa Jaume Surià en 1726 se veu una carta del Muy illustre Senyor Don Antonio de Solanell y Montallà paborde de Aja en el Real Monasterio de Santa Maria de Ripoll, Visitador General de su Religion Nobilissima, Abad del Imperial Monasterio de Sant Pedro de Gallicans, Deputado que fue del Principado de Catalunya, y ahora Abad del Imperial Monasterio de Sant Cugat del Valles. Y la dita carta es escrita de Sant Geronimo de Hebron, y octubre 22 de 1724) y en lo mateix llibre pagina 280 diu que vivia encara en 1726 y fa mencio de algun llibre que ha escrit) francesco.

+ alzina (en lo llibre de Serra, Finezas de los Angeles pagina 289 fà mencio de la Madre Regina de Jesus Maria, Carmelita Descalça de Barcelona, de la noble familia de Alzina, la qual hà estat priora del dit convent y vivia en 1726).

Continuacio de la genralogia de Madame de Beaulieu

Y aiais molt facilment se pot provar la noblesa de Dona Maria de Beaulieu y de Brù per la part y familia de Solanell per que ab son Baptisme o ab capitols matrimoniais se provarà que es filla de Dona Geronima de Tord y Solanell. »

Dans ce remarquable mémoire, le membre rédacteur de la famille Solanell fournit toutes les preuves, d'une part de la généalogie et d'autre part de l' «Etat de noblesse » de tous ses membres à l'aide de documents en sa possession (qu'il se propose de produire si besoin) ou fort bien situables et consultables au niveau des registres publics ou religieux. Il précise d'ailleurs, qu'à défaut du Privilège de Noblesse écrit, la preuve irréfutable acceptée par le « Roi Très Catholique » et ses tribunaux, consiste soit en la participation à l'élection des députés qui doivent siéger aux « Corts » comme membres du « Bras Militar », soit en la présence personnelle, en tant que député élu du même « Bras », aux séances des dites « Corts », choses consignées dans ses registres, seule source privilégiée et incontestable offerte en cas de perte de toute référence écrite familiale, religieuse ou civile ordinaire. En effet, afin de participer aux « Corts », dans le « Bras Militar », il faut au préalable fournir la preuve de son extraction. Ce mémoire a certes été établi à l'époque Française (après 1726), mais il ne peut se référer qu'aux critères de la monarchie Catalano-Aragonaise, car les « Corts » sont un organe constitutionnel de cette dernière.

La société catalane présente, dans sa structure, des particularités totalement étrangères à la société française, d'ailleurs parfois difficilement intelligibles pour cette dernière, quant à des classes sociales bien moins nettement définies. C'est la raison pourquoi, à la lumière de la Déclaration de 1714, donnée en vue de séparer le « bon grain de l'ivraie » au sein de la Noblesse du Royaume, deux situations apparaissent, en dépit de la réalité, tout à fait contraires à l'esprit de cette injonction.

- D'une part, suite à l'Ordonnance Royale du 10 novembre 1733 (1 C 674 ADPO) instaurant, dans la Province de Roussillon Conflent et Cerdagne, la constitution d'un corps de « Milices » ou « Sometent » qui stipule : « Le premier consul sera colonel du régiment, les capitaines seront pris dans le corps de la « Noblesse » et des « Bourgeois Nobles » alternativement, et les lieutenants dans celui des « Mercaders » et des notaires, lesquels officiers seront nommés par les consuls selon l'usage, sous l'approbation néanmoins du Lieutenant du Roy de la dite ville ou de l'officier qui y commandera en son absence ».

Or bien des capitaines sont nommés par un choix réalisé dans les familles de « Pages » de très ancienne extraction, parmi les plus notables de l'aristocratie locale n'appartenant pas pour autant à la Noblesse (selon l'acception Française) ou à la « Burgesia Nobla » pour diverses raisons de nature historique ou personnelle déterminées par les différents privilèges afférents aux « Etats » originaux et spécifiques de la Société Catalane dont la

subtilité de l'honorabilité basée sur la « Fama » à l'antique est absolument étrangère à « l'Esprit Français ».

- D'autre part, l'aristocratie catalane revendiquant la « Noblesse » comporte deux statuts en apparence, juridiquement inconciliables :

. D'un côté la « Burgesia Honrada » qui devient dès 1599 « Burgesia Nobla », Philippe III lui accordant les mêmes privilèges de noblesse que ceux détenus par les « Ciutadans Nobles » de Barcelone, et Louis XVI confirmant, après des luttes mémorables, en 1785 puis définitivement et sans contestation son « Etat de Noblesse » en 1789.

Ainsi, afin de fournir les preuves de leur extraction, les familles de la « Burgesia Nobla » n'ont qu'à se reporter au registre de la « Matricule de la Main Majeure » de Perpignan, portant inscription, année après année, des personnes distinguées soit par cooptation réalisée à l'initiative des membres de la dite « Main Majeure » soit par privilège royal (Rescrit).

Cependant la « Burgesia » de la « Main Majeure » relevant de la juridiction du « Batlle » (juge des Roturiers) jusqu'en 1599 puis de celle du Viguiier (juge de la Noblesse) après cette date, constitue l'aristocratie des villes du « Bras Real » ou « Ordre des Villes et des Cités Royales » qui siège aux « Corts » auprès et non pas au sein du « Bras Militar ».

. D'un autre côté la Noblesse (stricto sensu), qui constitue le « Bras Militar » et siège aux « Corts » à ce titre, relève depuis l'origine de la juridiction du Viguiier.

La juxtaposition de ces deux composantes établit, pour le moins, une situation fort originale et ambiguë au regard de la notion de Noblesse de la Royauté Française.

L'exemple évident de cette difficulté, pour le pouvoir régalien français, de compréhension et d'intégration à l'aune de ses propres critères, des spécificités de la subtilité de l'honorabilité sociale d'un environnement culturel étranger, se trouve dans le privilège de noblesse octroyé en 1657, par le roi de France, à Antoni Py (cité ci-dessus) qui était déjà « Burges Noble de Perpinya » ; en effet il apparaît nettement que la Royauté Française ne sait trop quelle est la qualification de l'intéressé, ou bien il est déjà noble et cela est superflu ou bien il ne l'est pas encore tout à fait et cela s'impose, de toute façon pour un Catalan (toujours très pragmatique) plongé dans le nouvel environnement culturel français (le traité des Pyrénées n'est certes signé qu'en 1659, mais les militaires Français sont en Roussillon depuis de nombreuses années et « l'Esprit et la culture de la France » ont submergé l'Europe bien avant eux) deux précautions valent mieux qu'une !

Archives Départementales des Pyrénées Orientales :

1 B 401

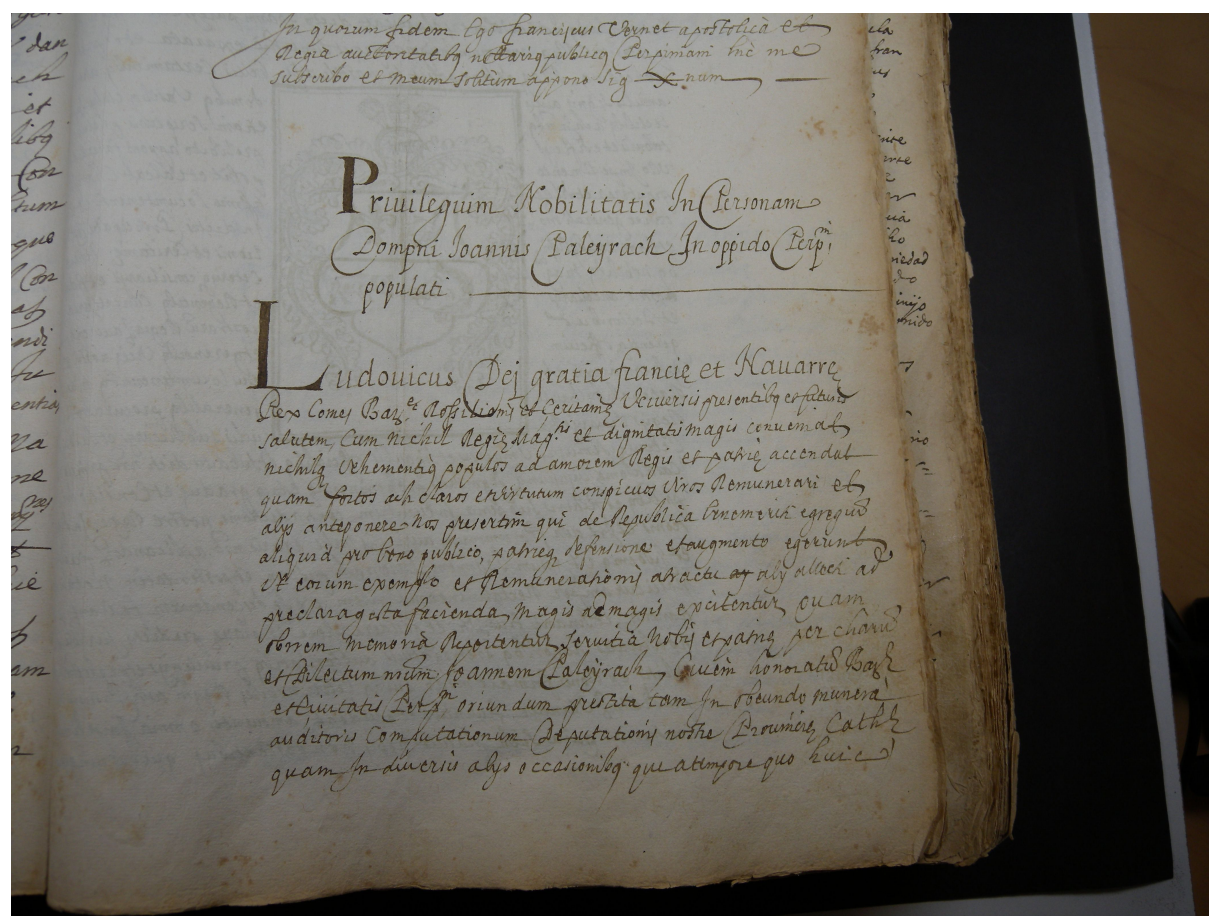
2 B 11

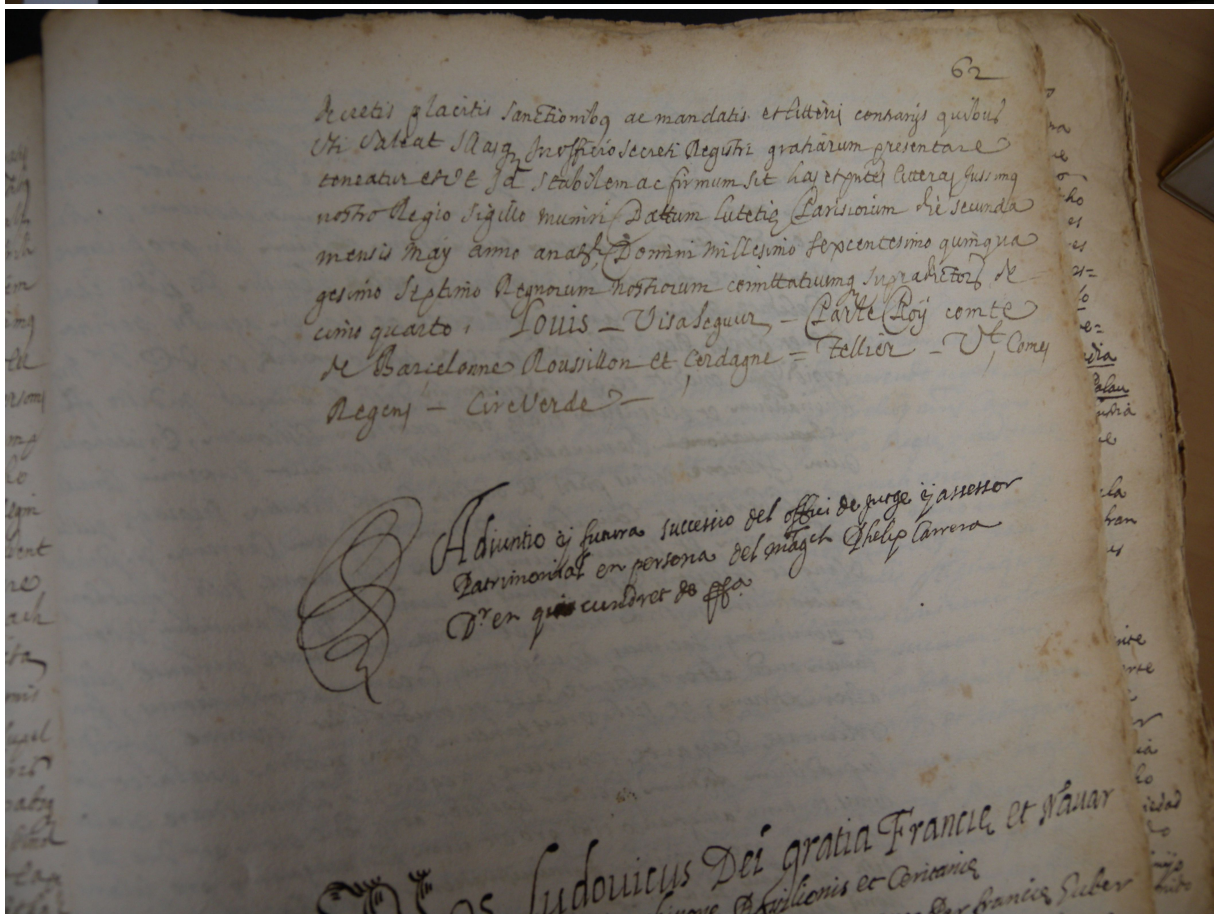
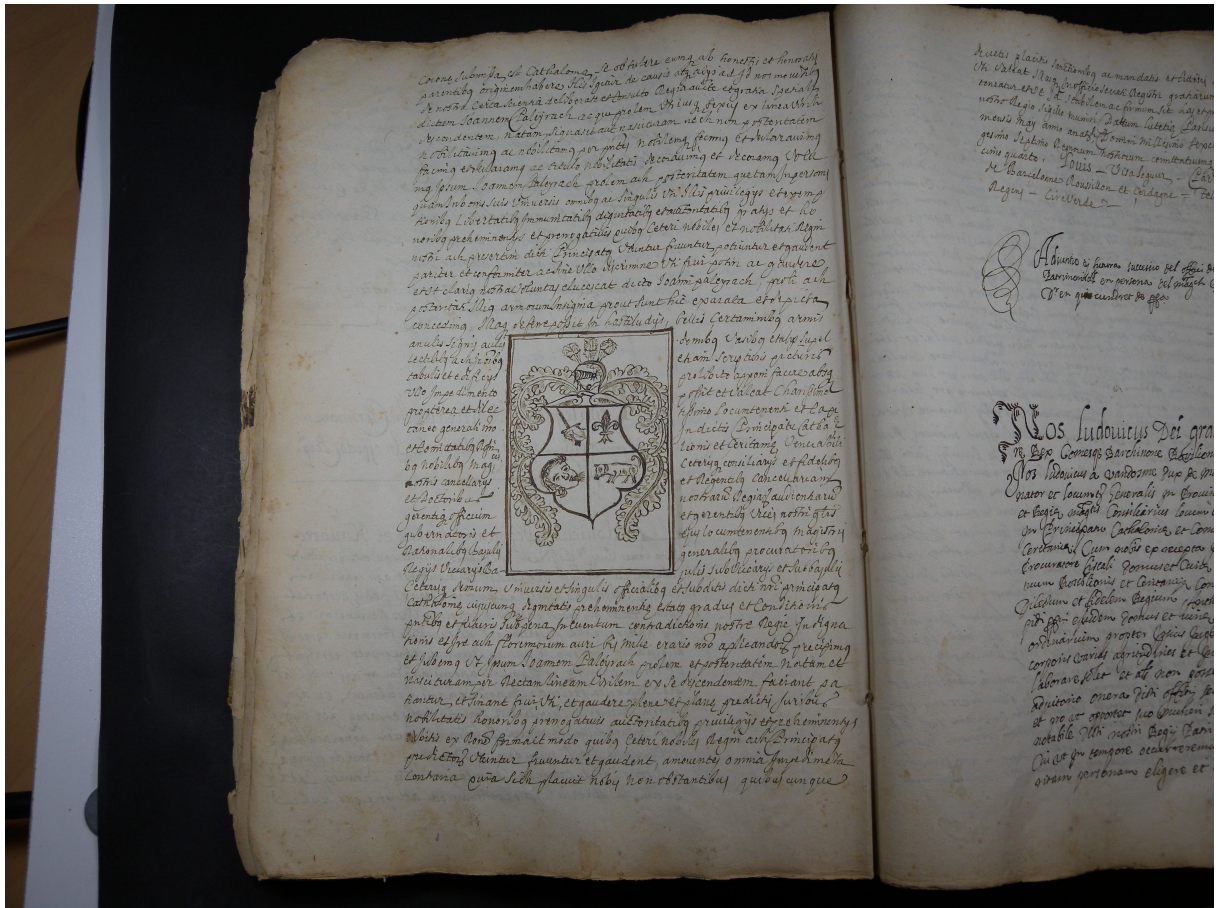
1 B 404

1 E 837

1 C 674

Privilegium Nobilitatis in personam dompni Joannis Paleyrach in oppido Perpiniani populati
Die secunda mensis may a nativitate domini millesimo sexcentesimo quinquagesimo septimo
ADPO: 1 B 401





et est claris notat voluntas clucescat dicto soam p[ro]p[ri]etate
 p[ro]p[ri]etate illig armorum insignia prout sunt hic exarata et p[re]p[ar]ata
 concedimus. Itaq[ue] esse possit in hastiludis, Pellis Certaminib[us] armis
 anulis signis aulis
 lectilib[us] a ch[ar]it[ati]b[us]
 tabulis et c[eteris] p[er]p[et]uis
 No[n] imp[er]e dimento
 p[ro]p[ter]ea et ille
 canes generali mo
 et hominib[us] p[ro]p[ri]is
 b[us] nobilib[us] mag[istris]
 n[ost]ris cancellariis
 et doct[or]ib[us] u[er]o
 gerentib[us] officium
 gubernatoris et
 Rationabilib[us] Capituli
 Regis Vicariis Ba
 Ceterisq[ue] domum
 Universis et singulis officialib[us] et subditis dicti n[ost]ri principis
 Catholice cuiuscu[m]q[ue] dignitatis p[re]hominentib[us] etat[is] gradus et Consilio
 p[re]sib[us] et h[ab]itis sub pena p[re]senti[um] contradic[ti]onis n[ost]re Regie Indigna
 tionis et p[re]senti[um] p[re]sentum auri b[us] mille erari n[ost]ro applicando p[re]cipimus
 et iubem[us] et ipsum soamem Calograh p[ro]lem et p[re]sentatim n[ost]ram et
 n[ost]ram curam p[er] Nectam lineam Civilem ex se descendente[m] faciant p[er]



domib[us] variisq[ue] etatib[us] sup[er]
 etiam scriptis p[re]bent
 prohibito apponi fauere abq[ue]
 possit et valeat Charissime
 p[re]senti locum tenentis et capi
 p[re]dictis Principib[us] Cat[olice] et
 lionis et Ceritans, Venerabilib[us]
 Ceterisq[ue] consiliariis et fidelib[us]
 et Regentib[us] cancellariis
 n[ost]raru[m] Regiar[um] audientiaru[m]
 et p[re]senti[um] v[er]is n[ost]ri g[ra]tis
 et p[re]senti locum tenentib[us] mag[istris]
 generalib[us] procuratorib[us]
 iulii subvicariis et subcapituli